

ABONNEMENTS
LES ABONNEMENTS
sont des 1er et 16 de chaque mois
se paient d'avance.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL
Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

INSERTIONS

LES INSERTIONS
sont reçues au
Bureau du Journal
du Lot
et
se paient d'avance

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 8
M. M. Laffite et Co, place de la
Bourse 8, sont seuls chargés
à Paris de recevoir les annonces
pour le Journal du Lot.

BUREAUX
A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Hiver.

Table with 4 columns: Destination, Omnibus mixte, Poste mixte, Omnibus mixte. Rows include Cahors, Mercuès, Parnac, Luzech, Castelfranc, Puy-l'Evêque, Duravel, Soturac Touzac, Fumel, Monsempron-Libos, AGEN, BORDEAUX, PÉRIGUEUX, AURILLAC, VIERZON, PARIS.

Cahors, le 18 Février 1875

Ainsi que nous l'avons désiré et prévu, l'œuvre de transaction a été reprise à Versailles. Les obstacles ont grandi, mais les lettres et les journaux que nous recevons témoignent, néanmoins, d'une certaine confiance dans le résultat final.

On sait que deux nouveaux systèmes pour le Sénat ont été renvoyés, dès vendredi dernier, à la commission des lois constitutionnelles. Indépendamment de ces deux systèmes dus à MM. Waddington et Vautrain, la commission des lois constitutionnelles a été encore saisie de deux autres projets par MM. Cézanne et Tallon.

Nous mettons sous les yeux de nos lecteurs tous ces modes divers de nomination du Sénat :

Projet Waddington.

Le Sénat se compose :

- 1° De membres élus dans chaque département de France et d'Algérie par un corps électoral composé des membres du conseil général et des conseils d'arrondissement ;
2° De membres élus par les colonies ;
3° De membres élus par l'Assemblée nationale ;
4° De membres élus par l'Institut de France.

Projet Vautrain.

Art. 1er. — Le Sénat est électif.

Les électeurs de chaque commune, inscrits sur les listes électorales sont appelés, tous les deux ans, au mois d'avril, à nommer, parmi les électeurs inscrits sur les listes de la commune, les citoyens chargés d'élire les sénateurs dans leurs départements.

Ils votent à la commune et nomment un électeur, quel que soit le nombre des inscrits sur la liste électorale, jusqu'à un chiffre de cent inscrits. Au delà de cent, ils nomment un électeur spécial par cent électeurs inscrits.

Nul ne peut être sénateur s'il n'est âgé d'au moins quarante ans, s'il ne jouit de ses droits civils, politiques et de famille.

Art. 3. Les sénateurs sont élus, etc. Le reste comme au projet, article 10.

Art. 4. Comme à l'article 13 du projet.

Art. 5. Comme il a été voté.

Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation. Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour même où l'Assemblée nationale se séparera.

Si la commune comprend plus de 800 électeurs, elle est divisée, par délibération du conseil général du département, en sections de 400 électeurs au moins et de 800 au plus.

L'élection est faite au scrutin et à la majorité absolue.

Les électeurs désignés pour l'élection des sénateurs votent au chef-lieu de canton, au scrutin.

Le candidat est élu à la majorité absolue.

Chaque département élit trois membres du Sénat au scrutin de liste.

Projet Cézanne.

Art. 1er. Le Sénat se compose :

- 1° De sénateurs élus par les départements et les colonies ;

2° De sénateurs nommés par le président de la république.

Art. 2. Chaque département de France et d'Algérie, à l'exception du département de la Seine, élit deux sénateurs.

Le collège électoral est formé, dans chaque département, des députés, des conseillers généraux et d'un délégué de chaque commune, désigné, pour chaque élection, par le conseil municipal.

Le vote a lieu au chef-lieu du département.

Art. 3. Le département de la Seine élit dix sénateurs, savoir :

Deux sénateurs élus par les députés, les conseillers généraux de la Seine et les délégués des communes du département ;

Deux sénateurs élus par la cour de cassation et la cour d'appel ;

Deux sénateurs élus par la cour des comptes et le conseil d'Etat ;

Deux sénateurs élus par l'Institut et l'Académie de médecine ;

Deux sénateurs élus par le tribunal de commerce et la chambre de commerce.

Art. 4. (relatif aux colonies — réservé.)

Art. 5. Le président de la république peut nommer jusqu'à quatre-vingts sénateurs. Il les choisit sur une liste de présentation dressée par le Sénat, et contenant trois noms pour chaque siège vacant.

Art. 6. Les sénateurs élus reçoivent un mandat de huit ans ; ils sont renouvelables par moitié tous les quatre ans. Les sénateurs nommés sont inamovibles.

Art. — Dispositions transitoires. — Lors de la première formation du Sénat, le sénateur qui dans chaque collège a obtenu le plus de voix reçoit un mandat de huit ans ; l'autre sénateur reçoit un mandat de quatre ans.

Projet Tallon.

Art. 1er. — Le Sénat sera composé de 500 membres, ainsi nommés :

1° Un tiers par les conseils généraux, à raison de deux membres dans les onze départements les plus peuplés de la France ; et d'un seul dans les autres départements, y compris ceux de l'Algérie ;

2° Un tiers par l'Assemblée nationale ;

3° Un tiers désigné par M. le président de la république, parmi les membres des corps électifs, les membres de l'Institut et les hauts dignitaires de l'Etat.

On lit dans la Presse :

Vendredi, après le rejet de la loi du Sénat, après la séance si orageuse de l'Assemblée, on a cru tout d'abord que l'édifice tout entier des lois constitutionnelles s'était écroulé au milieu de la lutte ardente des partis et qu'une seule chose désormais était possible : la dissolution. Aujourd'hui les passions se sont calmées, l'émotion première a disparu, le besoin d'apaisement a succédé à l'ardeur de la lutte, on n'entend plus que des paroles de paix et de concorde, et la situation apparaît à tous les yeux sous des couleurs moins sombres.

De la dissolution il n'en est plus question que dans les feuilles de l'Appel au peuple, qui espèrent voir surgir des prochaines élections, pour remplacer la petite troupe des partisans de l'Empire dans l'Assemblée actuelle, un bataillon nombreux, sinon une majorité de députés bonapartistes. Le ministère qui devait présider à cette dissolution semble indéfiniment ajourné, et un journal impérialiste annonce même, non sans quelque amertume, la formation d'un cabinet recruté dans les deux centres, cabinet

de conciliation d'où seraient soigneusement écartés tous les membres des partis extrêmes.

L'échafaudage des lois constitutionnelles, qui a coûté tant de peine et de temps, n'est pas renversé ; il subsiste et rien ne s'oppose à ce qu'il soit enfin achevé. L'Assemblée a refusé de faire entrer dans son œuvre un Sénat issu du suffrage universel direct ; elle a craint de compromettre ainsi la solidité de son édifice. Mais qu'importe ? un autre projet remplacera le projet rejeté ! La large et solide base donnée à la Constitution par l'adoption de la loi sur l'organisation des pouvoirs publics subsiste tout entière ; elle subsiste, consolidée par l'adhésion tacite du président de la République qui, par sa protestation dirigée contre l'amendement Pascal Duprat seul, l'a indirectement déclarée bonne et sans danger pour les intérêts conservateurs.

Qu'on se remette donc à l'œuvre. Il faut un Sénat conservateur, une seconde Chambre qui soit un sérieux contre-poids aux entraînements et aux erreurs de la première Chambre. Les députés qui comprennent ainsi le rôle d'un Sénat sont en grande majorité dans l'Assemblée. Ce principe admis, est-il donc impossible d'arriver à une entente sur les moyens à employer pour le faire entrer dans le domaine de la pratique ? Nous ne l'avons jamais cru, et jusqu'au dernier moment nous nous refuserons à le croire.

Le langage des journaux modérés, les entretiens des divers groupes parlementaires ne peuvent que nous confirmer dans notre croyance. Aujourd'hui que la dissolution se dresse menaçante à tous les yeux avec son inconnu et ses périls, la nécessité d'un accord apparaît plus urgente et plus impérieuse. Chacun le comprend, et d'actives négociations sont entamées pour réunir en un solide faisceau tous les hommes modérés prêts à sacrifier aux intérêts du pays leurs aspirations et leurs sympathies personnelles. Le centre droit paraît disposé à un accord ; le centre gauche est animé de l'esprit le plus conciliant, et, dans une réunion, la gauche républicaine s'est déclarée prête aux concessions. Quand ces idées de concorde prévalent dans tous les groupes modérés, pourquoi donc n'arriverait-on pas à une entente ?

Correspondance

DU JOURNAL DU LOT

Versailles, 17 février 1875.

Le conseil des ministres s'est réuni hier, à 1 heure, à l'hôtel de la présidence. On ne croit pas qu'il y ait été pris aucune résolution. Vous savez déjà que tous les ministres, même le général de Chabaud-Latour, se rendant aux instances du Maréchal, ont consenti à rester à leurs postes jusqu'à ce que l'Assemblée ait définitivement statué sur les lois constitutionnelles. On espère que la commission déposera son rapport jeudi ou vendredi. La discussion sur le Sénat paraît donc, dans tous les cas, devoir être reprise lundi au plus tard.

Le cercle des réservoirs s'est réuni à midi pour examiner la proposition Méplain, tendant à conférer au maréchal de Mac-Mahon un droit de veto et un droit de dissolution. Bien que l'extrême droite ne soit pas hostile à cette proposition, on croit, dans les cercles parlementaires, qu'elle n'aura de sérieuses chances de réussite que si le nouveau projet sur le Sénat était rejeté. La réunion des Réservoirs a adopté définitivement la proposition Méplain, en même temps qu'elle s'est prononcée de nouveau contre toute proposition tendant à l'organisation du

Sénat.

Le groupe Wallon-Laverne s'est encore réuni de son côté pour élaborer un projet qui, en empruntant aux amendements Waddington, Vautrain, Tallon et Cézanne, leurs clauses les plus généralement acceptées, soit de nature à être adoptée à la fois par le centre droit, et par les fractions de la gauche. On espère, dans ce groupe, que ce but pourra être atteint.

Dans les groupes de gauche, on se déclare prêt à faire toutes les concessions possibles. On avoue hautement, du reste, de ce côté comme au centre droit, que le triomphe du bonapartisme est à craindre, si l'on n'arrive pas avant peu à s'entendre sur une organisation quelconque. C'est pour cela que les désirs d'entente sont réels et, si l'entente est possible, il est probable qu'elle ne tardera pas cette fois à devenir un fait accompli.

On s'entretient beaucoup, dans les cercles parlementaires, du discours prononcé par M. Granier de Cassagnac devant la cour d'assises de la Seine, et l'impression produite par cette apologie inattendue de l'Empire, qui va être répandue en France par milliers de brochures, sera loin de nuire au rapprochement que le groupe Laverne s'efforce d'opérer entre les deux centres.

L'Assemblée a constitué aujourd'hui ses bureaux. La gauche l'a emporté dans six bureaux, la droite dans sept et le groupe Laverne dans deux.

Revue des Journaux

Figaro.

Pendant dix jours le Grand-Hôtel vient de ressembler au palais d'une assemblée délibérante. Plusieurs des salons où d'ordinaire on se réunit dans des fêtes joyeuses étaient devenus des bureaux de sections. On y discutait, comme dans les salles de commissions de la Chambre, tandis que les rapporteurs prenaient des notes pour résumer les débats et apporter leurs résumés dans la grande salle où tous les agriculteurs des diverses sections s'assembleraient. Il est résulté de cet ensemble de discussions et d'études que certaines idées très bonnes vont être mises au jour et essayées sur une grande échelle. Le retour annuel de ces Congrès de la science pratique peut contribuer puissamment au progrès de l'agriculture, et il faut en louer sincèrement les organisateurs.

Le Congrès s'est occupé de l'enquête qu'il y aurait lieu de faire dans toute la France pour savoir à combien revient la culture de chaque hectare dans chaque région. Ce serait le bon moyen de décider les paysans à adopter les progrès réalisés dans les localités où l'on a approché le plus de la perfection.

Il y a bien des gens qui seront mécontents de l'attitude prise par le Congrès vis-à-vis des chevillards et autres intermédiaires de la boucherie. Il y a dans ce commerce de grands abus. Nous payons beaucoup trop cher, dans les villes, la viande achetée trop bon marché dans les campagnes. En supprimant des intermédiaires inutiles on arriverait à un prix réduit, avantageux aussi bien pour le producteur que pour le consommateur.

Le phylloxera a occupé les viticulteurs du Congrès. Il y a un insecte bien autrement intéressant dont il a été aussi question. C'est le





